

Christian SAUTTER
18 septembre 2010

LA CHINE SOUS-EVALUEE

On trouve des Chinois dans les endroits les plus inattendus. Ainsi Prato, jolie ville médiévale proche de Florence, réputée pour ses textiles « haut de gamme », vient de découvrir qu'elle abrite 11500 Chinois en séjour régulier et près de 20000 dans l'illégalité, sur une population de 187000 habitants (IHT 140910). Métropole des tissus de luxe, Prato est devenue subrepticement la capitale de la «fast fashion », autrement dit des vêtements chinois « made in Italy ». Ceci ne s'est pas fait sans la complicité des officiels et celle des propriétaires fonciers, peu curieux de la nature de leurs locataires. Un Italien beau joueur explique que les Chinois ont pris ses compatriotes à leur propre jeu d'évasion réglementaire et fiscale, à coloration mafieuse. Un autre, plus vindicatif, dénonce un complot organisé par le gouvernement de Pékin pour ruiner l'industrie italienne !!

Trois ouvriers chinois ont fait la Une des journaux d'Israël en refusant de descendre d'une grue de chantier tant qu'ils ne seraient pas payés (IHT 020710). C'est ainsi que l'on découvre que le gouvernement israélien a eu l'idée, pour le moins surprenante, de remplacer la toute proche main-d'œuvre palestinienne par des immigrés venant de pays lointains. 250 000 d'entre eux, dont la moitié de clandestins, travaillent dans la construction (surtout des Chinois), la santé, les services aux familles, l'agriculture.

Ce sont des anecdotes, qui ne doivent cependant pas faire croire que la Chine exporte ses citoyens affamés comme à l'époque de la construction des chemins de fer américains. La Chine a dépassé le Japon, devenant ainsi la deuxième économie du monde derrière les Etats-Unis.

Certains prophètes se font d'ailleurs plaisir en imaginant le pire pour la Chine. Elle serait être minée par une crise politique, suscitée par la montée des inégalités sociales et territoriales. De cela, je n'ai pas de qualité pour juger. Elle pourrait être aussi pénalisée par l'épuisement de son modèle de développement économique : c'est la thèse à la mode de l'atelier qui s'essouffle. La Chine serait rongée par un mal implacable, la hausse des salaires, qui lui retirerait son unique avantage comparatif. Les entreprises multinationales, américaines et autres, qui ont fait travailler des millions d'hommes et de femmes dans les zones industrielles proches de la côte chinoise, iraient désormais dans d'autres pays pour trouver des ouvriers plus faciles à exploiter six à sept jours par semaine et 10 à 12 heures par jour, pour moins de un dollar de l'heure.

C'est un fait que des grèves se sont déclenchées dans des usines japonaises ou taiwanaises implantées en Chine (pourquoi celles-là et pas

d'autres ?). On dit que les salaires ont augmenté de 50% depuis cinq ans. C'est un fait que de grandes zones industrielles proches de Hong Kong ou de Shanghai sont en crise, qui faisaient travailler des migrants, sans droits, dans des conditions brutales, pour une rémunération dérisoire (IHT170910). La preuve en est que les exportations de ces zones franches n'ont qu'à peine retrouvé en 2010 leur niveau de 2008, alors que la Chine est coutumière des progressions à deux chiffres.

La raison de cette évolution est très simple à comprendre : la ressource humaine des jeunes ruraux s'épuise. Longtemps, ils ont accepté des salaires et conditions de travail de misère. Désormais, même s'ils sont inorganisés, ces migrants ne travaillent plus à n'importe quel tarif, parce que la demande de main-d'œuvre s'est accrue alors que la politique de l'enfant unique a restreint le nombre des candidats, et parce que les métropoles de l'intérieur, plus proches, offrent désormais des emplois moins rébarbatifs. Dans un pays sous-développé, où existe un surplus de main-d'œuvre rurale et jeune, Arthur Lewis expliquait en 1954 que l'on accepte de travailler pour un salaire de subsistance, un salaire de survie. Dès que ce surplus disparaît, le salaire augmente comme on l'a vu au Japon à partir de 1960 et comme on le constate actuellement en Chine.

Ce n'est pas pour autant la fin de la croissance chinoise. Les entrepreneurs de la côte vont chercher des poches de main-d'œuvre bon marché dans les provinces les plus reculées. Ils investissent au Bangladesh ou au Vietnam et, surtout, ils montent en gamme. Ils se lancent dans des fabrications plus modernes qui peuvent payer des salaires un peu plus élevés. La mode, c'est de devenir « high tech » !

C'est là qu'il ne faut pas sous-estimer la Chine et en conserver une image dépassée, en oubliant que cette économie est en perpétuelle mutation. Donnons une seule indication, celle du nombre de publications scientifiques (IHT130910). C'est un indicateur imparfait de l'effort de Recherche-Développement d'un pays mais le passage de la Chine de 0,4% des publications mondiales au début des années 1980 à 11% en 2009 est impressionnant. En Asie, la Chine devance désormais le Japon (6,7%) et l'Inde (3,4%). L'Etat consacre à la recherche des sommes colossales qui feraient pâlir de jalousie les découvreurs de notre pays.

Le gouvernement chinois met scrupuleusement ses pas dans ceux du Japon d'il y a quarante ans et pratique une politique industrielle tout à fait efficace. Il y a les secteurs mûrs qui gagnent les devises : les industries légères du textile, des chaussures, des jouets, le montage des biens de consommation électroniques. Il y a les secteurs adolescents, qui se concentrent sur le marché intérieur, telle l'industrie automobile (les Chinois achèteront bientôt deux fois plus de voitures que les Américains !). De façon aussi curieuse que systématique, dans ces activités, les importations de produits étrangers ont tendance à plafonner. Et il y a les secteurs en gestation, où l'on importe la technologie et l'on pousse la créativité locale à grands coups de fonds publics. Cela s'appelle une stratégie industrielle « en vol d'oies sauvages », les vagues

sectorielles se succédant comme les migrations des oiseaux au printemps et à l'automne. L'Etat est aux manettes, et le marché suit.

Si les Etats-Unis et l'Europe redoutent de suivre le modèle japonais de « la décennie perdue » après la crise (en l'occurrence les années 90 de stagnation pour le Japon), la Chine n'a pas cette crainte et met à profit l'exemple des « décennies glorieuses » de son voisin et concurrent (les années 50 et 60).

Le problème international, c'est que la Chine accumule un excédent commercial colossal, au détriment des pays développés (Japon excepté). Cet excédent est anormal, parce qu'un pays en croissance très rapide devrait logiquement avoir du mal à payer ses importations d'énergie, de matières premières et d'équipements en progression très forte. Le Japon a connu cette difficulté d'exporter suffisamment pour payer les importations, ceci jusqu'en 1965. Ensuite les exportations nippones se sont envolées, parce que le yen était devenu nettement sous-évalué : la modernisation réussie avait élevé la productivité et abaissé les coûts salariaux par unité produite. On parlait des « exportations excessives » des années 1968-73 et des exportations « torrentielles » des années 1979-85. Rappelons que, sous la pression américaine, le yen a été fortement réévalué en 1971 et 1973 et à nouveau en 1985.

La Chine est dans la même situation de productivités assez élevées et de salaires encore faibles, et donc de monnaie sous-évaluée. Mais elle n'est pas le Japon d'il y a quarante ans. Elle craint qu'une forte hausse du yuan fasse plonger les zones franches qui sont déjà mal en point et a les moyens de résister aux pressions internationales.

Et les Etats-Unis ne sont plus ceux, sûrs d'eux et dominateurs, d'il y a une génération. Seule la chute du dollar pourrait relancer la croissance de l'hyper-puissance en crise. Mais cette chute inquiéterait tous ceux, Chinois en tête, qui ont placé leur épargne en bons du Trésor américain. Le bonus commercial pourrait être accompagné d'une nouvelle crise financière. C'est pourquoi Washington ne proteste que du bout des lèvres et laisse les syndicalistes de la sidérurgie déposer une plainte dérisoire à l'OMC.

Il est donc probable que le G20 ne décidera de rien et que les monnaies vont s'entrechoquer comme les plaques continentales. L'euro et le yen seront coincés entre le dollar qui ne veut pas baisser et le yuan qui ne veut pas monter. Le Japon a décidé de lutter contre la pression à la hausse du yen et soutient ses exportateurs. Reste l'euro, sur lequel vont converger toutes les pressions à la hausse. Cela va secouer.

Face au défi chinois et aux incertitudes américaines, il serait bon que l'Europe se dote d'une stratégie industrielle ambitieuse et d'une gestion de l'euro efficace. Le cavalier seul du Président français n'y pousse guère.